

Vaincre le fatalisme

Le 12 mars prochain **La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation, des services publics** et **l'Alliance sociale** nous invitent à une grande manifestation nationale contre le budget Charest. Avec l'objectif déclaré d'infléchir la trajectoire néo-libérale du gouvernement, les 2 coalitions nous proposent comme moyen d'action de reproduire le schéma classique de la mobilisation citoyenne. Dans les circonstances actuelles, ce type de manifestation politique nous mène tout droit à la défaite en construisant une fausse contestation, aseptisée et formatée, qui croit pouvoir changer la donne en paradant sur les boulevards. Dans les faits, même étroitement encadrés, surveillés et filmés par des hordes de flics nous ne risquons rien parce que, dans ces conditions, **le pouvoir n'a rien à craindre de nous**.

Depuis plusieurs années, le constat est évident : une grande marche populaire ne sert à rien, sinon à passer à la télévision et à répéter dans les médias hostiles les mêmes phrases creuses. On ne peut même pas dire que la marche est un moment de « solidarité » entre marcheuses et marcheurs, qui alimente le désir de continuer la lutte. Non, on papote, on échange des nouvelles avec les copains-copines, on lance quelques slogans pour faire bonne mesure, et on va prendre une bière sitôt la marche terminée. Belle combativité. Pendant ce temps, le gouvernement **Charest** affirme depuis huit ans qu'il « ne gouverne pas selon les sondages ou l'opinion de la rue ». Alors quoi ? Pourquoi ?

De plus, nous irons manifester dans les rues, sur la place publique, mais celles-ci ne nous appartiennent pas. Tout est fait pour que les manifestations classiques restent sous la mainmise des forces de « l'ordre », policières, syndicales ou autres, et d'un discours qui cherche malheureusement à contrer tout débordement des sentiments de colère qui pourrait vouloir s'exprimer. Il nous faut l'avouer nous sommes géréEs et contrôléEs par le pouvoir alors que notre force réside justement dans notre capacité à constituer un trouble et une menace à « leur » ordre public. En fait, notre seule présence devrait représenter une gêne pour les autorités, tout en nous permettant de rester au contact de la population et de la rue (parler, expliquer, distribuer de l'information). Nous sommes partie prenante de cette population, donc, de fait, la rue nous appartient et nous pouvons l'occuper comme bon nous semble, et ce, sans besoin d'autorisation.

Avec ce type de grande mobilisation convenue et aseptisée, le risque à chaque fois plus grand que nous courrons est justement de voir s'effriter la puissance politique dont nous disposons. Ce genre de manif contribue malheureusement à accroître le sentiment d'impuissance faute d'actions qui stimulent l'imaginaire et qui auraient des retombées solidaires dans la population.

Les deux coalitions organisatrices estiment-elles vraiment pouvoir faire changer d'avis, à quelques semaines du dépôt du budget, ce gouvernement qui se fout bien de la population ? Qui depuis huit ans ne gouverne que pour l'augmentation des profits de ses copains ? Ce qui pourrait passer pour de la naïveté chez de jeunes organisateurs-trices fait malheureusement figure de détournement d'énergie de la part de certainEs leaders syndicaux et communautaires à la longue feuille de route, au profit de l'éventuelle alternance politique de l'après-Charest à Québec.

L'urgence de déstabiliser le gouvernement Charest

S'il y a urgence à court terme ce n'est pas celle de convaincre le gouvernement qu'une autre solution est possible. Il le sait parfaitement, mais il s'en fout éperdument. La véritable urgence est bien celle de déstabiliser le gouvernement libéral et de perturber son fonctionnement. Ce pouvoir est en train

d'anéantir à petit feu les passions qui animent le cœur des femmes et des hommes qui composent les mouvements sociaux.

Pour cela, nous pouvons et nous devons installer la crainte dans les rangs du pouvoir. Par où commencer ? **En cherchant à nous placer hors contrôle et à redevenir ingérables.** En devenant ingérables sur le terrain, nous semons le doute dans la classe capitaliste et chez le pouvoir politique tout en favorisant les contacts avec la population.

Ce doute chez les dominants peut s'installer dès le 12 mars prochain.



Il nous faut contourner le piège du rendez-vous unique et du parcours prévisible. Une idée serait de prendre comme points de départ de nos rassemblements plusieurs lieux d'une même zone. Ces points de rendez-vous seraient fixés individuellement ou par organisation ou groupe affinitaire dans une zone qui, elle, serait prédéfinie collectivement. Cette zone, pouvant faire quelques rues ou plusieurs kilomètres de rayon, deviendrait en quelque sorte notre « terrain de jeu » : chaque groupe ou rassemblement de groupes est libre d'y entreprendre l'action qui lui est propre, qui lui correspond.

L'objectif d'une telle zone d'action est de créer de l'agitation autour d'un message et selon des modes d'actions variés, dans une temporalité qui soit unique et courte. On réunit ainsi les principes de diversité des tactiques et de zone autonome temporaire, tout en s'affranchissant le plus possible du contrôle policier total : la police, agissant sur des modes de maintien de l'ordre archaïques, est dépassée s'il y a une multiplicité de foyers de regroupement ici et là.

Enfin, il peut être prévu de converger vers une cible à partir de tous les points d'une même zone.

Nous en appelons aux militantes et aux militants de la base, les invitant à prendre en main leur manifestation qui appelle à « notre capacité de faire » plutôt que de se laisser encadrer par une stratégie d'action qui mènera à un cul-de-sac. L'échec récent des négociations pour améliorer les conditions de travail des employéEs de l'État par les leaders actuels de l'Alliance devrait nous inquiéter. Pourquoi ces mêmes dirigeantEs de l'Alliance seraient-ils-elles aujourd'hui plus déterminéEs à faire fléchir le régime ?

Depuis des années maintenant, la privatisation des services publics est en marche et nous continuons à nous appauvrir. Les stratégies classiques de mobilisation citoyenne ne peuvent plus rien pour nous, parce que l'époque du dialogue et du compromis social-démocrate avec l'État est bel et bien terminée. Prenons la rue, allons rencontrer la population et perturbons l'ordre du pouvoir. C'est la seule façon de bloquer ce gouvernement anti-social et d'arrêter le démantèlement des acquis sociaux, maintenant.



Collectif La Pointe Libertaire
25 février 2011

www.lapointelibertaire.org
lapointelibertaire@yahoo.ca